



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Préfecture

**Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie en Île-de-France**
Unité territoriale des Yvelines

ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°33646

Installations concernant la Société GEO à Ablis (78660)

**Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V (parties législatives et réglementaires) ;

Vu le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 juin 2005 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2220 de la nomenclature des installations classées, modifié au 1er juillet 2013 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 janvier 1996 autorisant la Société GEO dont le siège social est situé à Saint-Martin-de-Bréthencourt (78660) à exploiter sur la commune d'Ablis (78660) Z.A.C. d'Ablis Nord une usine spécialisée dans la fabrication de charcuterie pré-emballée ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2000 fixant des prescriptions complémentaires à la société GEO relatives aux installations de réfrigération présentes sur le site d'Ablis (78660) Zone d'Activités Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2004 imposant à la société GEO des prescriptions complémentaires visant à renforcer les mesures de prévention du risque de légionellose dans l'établissement qu'elle exploite à Ablis (78660) Zone d'Activités Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 novembre 2006 fixant à la société GEO des prescriptions complémentaires relatives à la réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau pour l'établissement qu'elle exploite à Ablis (78660) Zone d'Activités Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 autorisant la société GEO à exploiter sur la commune d'Ablis (78660) Zone d'Activités Nord, une usine spécialisée dans la fabrication de charcuterie pré-emballée soumise à autorisation au sens de l'article L 512-2 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 9 décembre 2011 visant à fixer à la société GEO à Ablis, les modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ses substances ;

Vu l'étude technique du 16 janvier 2012 rédigée par la société FORSONDSAP ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 3 février 2014 imposant à la société GEO des prescriptions complémentaires pour les installations qu'elle exploite à Ablis (78660) Zone d'Activités d'Ablis Nord ;

Vu la lettre de l'inspection des installations classées en date du 17 juillet 2014, faisant suite à l'inspection du 26 juin 2014, demandant à la société GEO pour les installations qu'elle exploite à Ablis (78660) ZAC d'Ablis Nord, de réaliser, sous un délai de 6 mois, les travaux d'installation des moyens de protection contre la foudre définis dans l'étude technique ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 mai 2015 faisant suite à l'inspection du site exploité par la société GEO, le 17 avril 2015 ;

Vu le courrier en date du 12 mai 2015 transmettant à la société GEO le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 mai 2015 et le projet d'arrêté pour observations éventuelles ;

Considérant que l'exploitant n'a pas émis d'observations, dans le délai qui lui était imparti, sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 18 mai 2015 ;

Considérant que lors de l'inspection du 17 avril 2015 l'inspection des installations classées a constaté que les travaux d'installation des moyens de protection contre la foudre définis dans l'étude technique du 16 janvier 2012 et demandés par courrier du 17 juillet 2014 sous un délai de 6 mois n'ont toujours pas été effectués ;

Considérant que le délai imparti est écoulé ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : La Société GEO exploitant des installations relatives à la fabrication industrielle de jambons et de salades-traiteur sur la commune d'Ablis (78660) Zone d'Activités d'Ablis Nord, **est mise en demeure, sous un délai maximal de trois mois** de respecter les prescriptions de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 en justifiant de la protection contre la foudre, en application de la réglementation en vigueur, des installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte à la sécurité des installations, des personnes ou à la qualité de l'environnement.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - le présent arrêté sera notifié à la société GEO et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
- sous-préfet de Rambouillet,
- maire de la commune d'Ablis,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Yvelines, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le / 3 JUIN 2015

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le chef de l'unité territoriale des Yvelines

Henri KALTEMBACHER